

**Union européenne -  
Israël-Territoires palestiniens - G5  
Sahel - Liban - Propos à la presse de  
M. Jean-Yves Le Drian, ministre de  
l'Europe et des affaires étrangères à  
son arrivée au conseil affaires  
étrangères**

(Bruxelles, 11 décembre 2017)

Q - Vous avez reçu hier M. Netanyahu, vous allez le revoir aujourd'hui. Dans ce retrait des Américains, ce vide laissé par M. Trump avec sa décision, est-ce que l'Europe peut engager une initiative ?

R - La position de la France à l'égard de la décision du président Trump est connue, nous avons marqué notre désaccord. C'est aussi la position de l'Union européenne. Chacun sait que l'Union européenne souhaite, depuis très longtemps, que la résolution de la crise du Proche-Orient se fasse dans la négociation pour aboutir à deux États assurant l'un et l'autre leur propre sécurité, avec des frontières reconnues, et ayant Jérusalem comme capitale des deux États. C'est cela la réalité de la situation. On nous a annoncé une initiative américaine, que nous attendons depuis plusieurs mois déjà. Si ce n'était pas le cas, sans doute faudrait-il que l'Union européenne prenne des initiatives, mais c'est encore trop tôt pour le dire.

Par ailleurs, cette réunion d'aujourd'hui sera marquée par la question du Moyen-Orient, singulièrement la question syrienne. Nous sommes très favorables à ce que l'on puisse faire pression pour que le processus de Genève puisse réunir l'ensemble des acteurs pour aboutir à une solution politique.

Ce sera aussi pour moi l'occasion de parler du Liban, puisque s'est réunie vendredi à Paris une conférence sur le Liban, qui a permis d'avoir une position très forte de soutien à l'intégrité et la souveraineté du Liban, et de faire en sorte que les moyens pour aider le Liban à garantir cette souveraineté puissent être embrayés et engagés, à la fois dans le domaine humanitaire, le domaine économique et le domaine sécuritaire.

Ce sera l'occasion de refaire le point sur la place de l'Union européenne dans ce dispositif. Et puis nous parlerons également du G5 Sahel, puisque c'est la première mise en oeuvre de la force conjointe pour que les Africains assurent eux-mêmes leur propre sécurité.

Q - Êtes-vous satisfait des efforts accomplis par les uns et les autres pour soutenir le G5 Sahel ?

R - Pour l'instant, cela a évolué dans le bon sens.

Q - Si je comprends bien, tous les Européens ont regretté la décision de M. Trump. Quelle est la prochaine étape ?

R - Nous savons très bien que la résolution de la crise du Proche-Orient passe par une négociation et une stratégie permettant d'aboutir à la reconnaissance de deux États autonomes, sécurisés dans leurs frontières et ayant pour capitale Jérusalem. C'est la position de l'Union européenne, et c'est la position qui sera constatée ce matin. À partir de là, quelles initiatives prendre ? Tout le monde attend une initiative américaine, nous attendons de la voir./.